

Communiqué : 11^e Journée africaine de l'alimentation scolaire

Gaborone, Botswana

1er mars 2026

Nous, Ministres chargés de l'alimentation scolaire et de l'éducation des États membres de l'Union africaine (UA), accompagnés d'experts en alimentation scolaire, d'organisations de développement, de représentants de la société civile, du secteur privé, de la jeunesse et les enfants, nous sommes réunis à Gaborone, au Botswana, du 28 février au 1^{er} mars 2026, à l'occasion de la 11^e Journée africaine de l'alimentation scolaire (JAAS). Cet événement, co-organisé par le Gouvernement du Botswana et l'Union africaine, avec le soutien de partenaires au développement et du secteur privé, sous le thème : « **Garantir l'accès à des repas nutritifs, à l'eau potable et à l'hygiène : promouvoir la sécurité et la résilience de chaque investissement dans l'alimentation scolaire** ».

Organisé en accord avec le thème de l'Union africaine pour l'année 2026, intitulé « **Garantir un approvisionnement durable en eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063** », la 11^e Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire (JAAS) a souligné le lien crucial entre l'alimentation scolaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la résilience climatique et le programme de développement du capital humain de l'Afrique.

Nous nous sommes réunis pour réaffirmer notre engagement collectif à renforcer les programmes intégrés de santé, de nutrition et d'hygiène scolaires à travers le continent, en tant qu'investissements fondamentaux pour les enfants de l'Afrique et sa prospérité future.

- A. **Rappelant** la décision 589 (XXVI) de l'Assemblée de l'UA, qui prévoit que l'alimentation scolaire contribue directement à l'Aspiration 1 de l'Agenda 2063 de l'UA, qui envisage « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ».
- B. **Reflétant** les engagements des États membres en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 4 (Accès à l'éducation de qualité) et l'ODD 6 (Accès à l'eau salubre et à l'assainissement), et reconnaissant que des programmes de repas scolaires durables et bien financés constituent des catalyseurs pour la réalisation de ces objectifs.
- C. **Reconnaître** le rôle important des programmes de repas scolaires dans la promotion de l'éducation, de la nutrition, des économies locales et du développement durable.
- D. **Prenant acte** des progrès remarquables accomplis dans les programmes de repas scolaires au cours de la dernière décennie, tout en reconnaissant les défis qui subsistent, comme le souligne le rapport biennal 2023-2024.
- E. **Reconnaissant que** les gouvernements, appuyés par des partenaires régionaux et internationaux, ont de plus en plus institutionnalisé les repas scolaires dans leurs cadres politiques nationaux, 35 États membres ayant établi des lignes budgétaires dédiées et plus de 80 % du financement provenant de sources nationales, ce qui témoigne d'une forte appropriation et d'une grande durabilité.

- F. **Conscients que** l'investissement dans des modèles de repas scolaires durables, alignés sur une agriculture respectueuse du climat et des systèmes alimentaires résilients, garantit la durabilité et des avantages à long terme pour les communautés.
- G. **Il convient de noter** que des mécanismes de financement novateurs, notamment les partenariats public-privé et l'augmentation des allocations budgétaires nationales, sont essentiels pour mobiliser des ressources en faveur des programmes de repas scolaires.
- H. **Notant en outre** que les programmes de repas scolaires jouent un rôle essentiel pour lever les obstacles à l'éducation des filles, réduire l'absentéisme lié aux problèmes de santé menstruelle et promouvoir l'égalité des sexes.
- I. **Conscients** que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir que les programmes de repas scolaires prennent en compte les enfants handicapés, les réfugiés et les communautés marginalisées afin de parvenir à une éducation inclusive.
- J. **Il convient également de noter** que le renforcement de la collecte de données, de la recherche et des évaluations d'impact améliore l'efficacité et l'efficacité des programmes de repas scolaires et soutient l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes qui peuvent être utilisées pour améliorer la mise en œuvre des programmes et plaider en faveur d'investissements accrus.
- K. **Reconnaître** l'importance de la collaboration intersectorielle entre les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture, de la Santé, des Finances, de l'Eau et de l'Assainissement et de la Protection sociale pour fournir des services intégrés et centrés sur l'enfant qui optimisent les résultats éducatifs et développementaux.
- L. **Reconnaître** la voix et la participation des enfants et des jeunes, dont les points de vue lors de la 11^e JAAS ont réaffirmé que les repas scolaires représentent non seulement la nutrition, mais aussi la dignité, la sécurité et les opportunités.
- M. **Réaffirmons** notre engagement collectif à étendre et à renforcer les programmes d'alimentation scolaire, afin de garantir à chaque enfant en Afrique l'accès à des repas nutritifs et à un environnement d'apprentissage sûr pour bâtir une génération plus saine, plus instruite et plus prospère, jetant ainsi les bases d'une transformation socio-économique durable sur tout le continent.

INVITONS :

- **États membres à :**
 - **Promouvoir les programmes intégrés de repas scolaires :** privilégier et investir dans des programmes holistiques qui intègrent la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'égalité des sexes, la santé, la résilience climatique et les résultats scolaires en tant qu'investissements stratégiques et non négociables dans le développement du capital humain.
 - **Institutionnaliser le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux :** intégrer ce programme dans les cadres politiques et budgétaires nationaux et régionaux afin de stimuler l'agriculture locale, d'autonomiser les petits exploitants agricoles - en particulier les femmes - et de promouvoir une croissance économique inclusive.

- **Renforcer la gouvernance multisectorielle** : établir ou renforcer les plateformes nationales de coordination qui réunissent les ministères concernés afin d'assurer une conception, un financement et une mise en œuvre cohérents des politiques.
- **Développer le financement durable** : augmenter les allocations budgétaires nationales et explorer des mécanismes de financement novateurs pour parvenir progressivement à un accès universel aux programmes intégrés de repas scolaires.
- **Investir dans les infrastructures d'alimentation scolaire, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles** : donner la priorité à l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires, à la gestion de l'hygiène menstruelle et aux normes de sécurité alimentaire en tant que composantes intégrantes des systèmes d'alimentation scolaire.
- **Les institutions de recherche et le monde universitaire à :**
 - **Favoriser le partage des connaissances** : Promouvoir la diffusion de données probantes, de solutions novatrices et d'études de cas réussies afin d'accélérer l'adoption de modèles éprouvés et de pratiques exemplaires.
 - **Mettre en lumière l'impact** : amplifier les témoignages et les données illustrant les améliorations en matière de santé, d'assiduité et de préparation à l'apprentissage des enfants résultant des programmes intégrés de repas scolaires.
 - **Soutenir l'innovation fondée sur des données probantes** : collaborer avec les gouvernements pour mettre à l'essai des outils de suivi numérique, des systèmes alimentaires adaptés au climat et des modèles évolutifs qui améliorent l'efficacité et la responsabilisation des programmes.
- **Les parlementaires à :**
 - **Renforcer les politiques, la gouvernance et le financement** : plaider en faveur de cadres institutionnels solides, d'une mobilisation accrue des ressources nationales et de financements innovants pour assurer une expansion durable des programmes.
 - **Soutenir le processus législatif** : Promouvoir une législation habilitante qui institutionnalise l'intégration de l'alimentation scolaire et des programmes WASH dans les plans nationaux de développement.
- **Partenaires au développement, secteur privé et institutions financières à :**
 - **Aligner le soutien sur les priorités nationales** : Fournir un soutien technique et financier catalyseur aligné sur les stratégies nationales et les cadres continentaux de l'UA.
 - **Tirer parti de l'innovation et de la technologie** : soutenir les infrastructures publiques numériques, les technologies de sécurité alimentaire et les systèmes de données afin d'améliorer la transparence, l'efficacité et la mesure d'impact.
- **Tous les acteurs concernés doivent :**
 - **Soutenir l'appel à l'action de Gaborone** : approuver et mettre en œuvre les recommandations concrètes, conformément au thème de l'UA 2026 et à l'Agenda 2063, en s'engageant à une responsabilité partagée et à un investissement durable.

- **Collaborer entre les secteurs** : Engager un dialogue multisectoriel pour identifier les obstacles et co-créer des solutions pratiques et adaptées au contexte pour des programmes d'alimentation scolaire résilients.
- **Renforcer les mécanismes de responsabilisation** : s'engager à assurer un suivi régulier, un apprentissage entre pairs et un compte rendu des progrès accomplis par le biais des plateformes de compte rendu continentales de l'UA et des mécanismes de collaboration régionale.

Conclusion

Nous adoptons ce communiqué à Gaborone, au Botswana, le 1er mars 2026, et nous nous engageons à promouvoir un discours d'investissement tourné vers l'avenir qui place l'alimentation scolaire intégrée, la sécurité de l'eau, l'assainissement et l'hygiène au cœur de la transformation de l'éducation et du programme de développement du capital humain en Afrique.

La 11   Journée africaine de l'alimentation scolaire réaffirme qu'au-delà du repas se cache un puissant moteur de résilience, d'équité et de développement durable sur notre continent.